

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 NANTES

NANTES, le 06/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ECOTERRE DU CELLIER

Chez CHARIER CM
La Clarté
44410 Herbignac

Références : SRNT-2023-0875-RAPPORT
Code AIOT : 0006306434

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/11/2023 dans l'établissement ECOTERRE DU CELLIER implanté Le Plantis 44850 Le Cellier. L'inspection a été annoncée le 12/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ECOTERRE DU CELLIER
- Le Plantis 44850 Le Cellier
- Code AIOT : 0006306434
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ECOTERRE du Cellier exploite sur la commune de Le Cellier, au lieu-dit « Le Plantis », une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) ainsi qu'un casier dédié aux déchets contenant de l'amiante lié. Ces installations sont autorisées par un arrêté préfectoral du 6 juin 2014.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la traçabilité des déchets (action nationale 2023) avec en particulier, la déclaration dans le

- registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS) ;
- la surveillance des rejets aqueux dans les eaux superficielles et des eaux souterraines.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Déchets admis sur le site	Arrêté Préfectoral du 06/06/2014, article III.1.1	Sans objet
3	Déchets admis sur le site	Arrêté Préfectoral du 06/06/2014, article III.1.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43	Sans objet
5	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43-1	Sans objet
7	Autosurveillance des eaux de ruissellement	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 23	Sans objet
9	Autosurveillance des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	Sans objet
6	Autosurveillance des eaux de ruissellement	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 43-II	Sans objet
8	Campagne PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
10	Autosurveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 06/06/2014, article X.2.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette visite, il a pu être constaté que l'exploitant n'effectue pas la transmission au registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS) de l'ensemble des données constitutives de son registre concernant les déchets pris en charge sur le site pour élimination. Toutefois, l'exploitant utilisant le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets (Trackdéchets) pour la prise en charge de la plupart des déchets contenant de l'amiante sur son site, cette transmission des données à Trackdéchets vaut transmission des informations au RNDTS. Les déchets suivants ne sont par contre pas déclarés dans le RNDTS : les terres excavées acceptées sur l'ISDI et les déchets contenant de l'amiante non soumis à l'émission d'un bordereau de suivi des déchets dangereux comme ceux apportés par les particuliers. **L'exploitant doit donc se mettre en conformité avec les dispositions réglementaires correspondantes dans les plus brefs délais.**

De plus, **le programme d'autosurveillance des rejets dans les eaux superficielles et de surveillance des eaux souterraines doit être complété afin d'être conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 15 février 2016** relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux et ce **dès les prochaines analyses**. Les résultats correspondants devront être déclarés dans GIDAF.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
Thème(s) : Actions nationales 2023, Utilisation de Trackdéchets
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée « système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ». Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites

quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

Constats :

Plusieurs fiches d'inspection ont été générées via l'application Trackdéchets :

- 1 concernant l'année 2022,
- 1 portant sur la période allant du 01/01/2023 au 31/08/2023,
- 1 sur la période allant du 01/01/2023 au 30/10/2023.

Les constats suivants peuvent être faits :

- le niveau d'utilisation de Trackdéchets est en nette augmentation sur 2023 par rapport à 2022 (période de tolérance sur l'utilisation de Trackdéchets jusqu'au 30 juin 2022) : 396 bordereaux de suivi des déchets d'amiante (BSDA) reçus sur l'année 2022 – 552 BSDA reçus du 01/01 au 30/10/2023.
- le tonnage correspondant est de 1 520 tonnes sur 2022 et 1 993 t du 01/01 au 30/10/23.
- des BSD pour des déchets non dangereux (DND) ont été reçus (30 BSDND en 2022, 93 du 01/01 au 30/10/23). Selon l'exploitant ces bordereaux concernent des terres dépolluées (17 05 04) venant du site Atlantique Terres Solutions (ATS) de Nantes et des charbons actifs usés (19 09 04) qui sont acceptés sur l'installation de stockage de déchets inertes (ISDI). Les tonnages correspondants sont de 261 t en 2022 et 1 268 t sur 2023 (jusqu'au 30/10).
- un BSDA a été reçu avec le code de l'opération de traitement réalisée sur le site noté R5 (recyclage ou récupération d'autres matières inorganiques) et non D5 dans Trackdéchets (n°BSDA-20230504-APT902XYV) alors que le site ne fait pas du « recyclage » de déchets contenant de l'amiante. Lors de la consultation de Trackdéchets sur le site, le bordereau correspondant a été retrouvé. Il correspond à des plaques ondulées (17 06 05*), pour une quantité de 8,44 t, provenant de la société des Garages Tomine à St Grégoire (35). Une erreur sur le traitement réalisé sur le site Ecoterre est bien constatée (dans la partie du bordereau remplie par Ecoterre). **L'exploitant doit veiller à compléter correctement les bordereaux reçus.**

Concernant les déchets dangereux (DD) produits par l'installation, aucun BSDD n'a été émis via Trackdéchets car il n'y a pas eu d'évacuation de DD depuis 2 ans, la quantité de DD générés étant très faible (essentiellement des huiles, filtres gazole, emballages et chiffons souillés, cartouches de graisse).

Observations :

Une nouvelle fiche d'inspection a été générée via Trackdéchets suite à la visite portant sur la période allant du 01/01/2023 au 29/11/2023. Il est constaté que :

- 606 BSDA ont été générés pour un tonnage de 2 141 tonnes
- une nette augmentation des BSD concernant des DND reçus (dont une forte augmentation sur novembre) : 218 BSDND pour un tonnage de 4 834 t.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déchets admis sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2014, article III.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Nature des déchets admis sur le site

Prescription contrôlée :

Les déchets qui peuvent être admis dans l'installation de stockage de déchets non dangereux (casier amiante) sont uniquement les suivants : 17 06 05* (matériaux de construction contenant de l'amiante)

Constats :

Sur la nature des déchets admis, dans les fiches inspection générées par Trackdéchets, il ressort que les déchets suivants ont été pris en charge en 2023 alors que seuls les déchets classés 17 06 05* sont autorisés dans l'arrêté préfectoral :

- 06 13 04* : déchets provenant de la transformation de l'amiante

<ul style="list-style-type: none"> - 17 06 03* : autres matériaux d'isolation à base de ou contenant des substances dangereuses - 17 09 03* : autres déchets de construction et de démolition (y compris en mélange) contenant des substances dangereuses. <p>Après vérification dans Trackdéchets à partir du compte de l'exploitant, les bordereaux correspondants à ces déchets n'ont pu être retrouvés. L'exploitant doit rechercher sur l'année 2023 les bordereaux correspondants et les transmettre à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Déchets admis sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2014, article III.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Origine géographique des déchets admis
<p>Prescription contrôlée : Les déchets inertes admis dans l'ISDI et les déchets contenant de l'amiante lié proviennent de la région Pays de la Loire et des régions limitrophes.</p>
<p>Constats : Au regard des éléments contenus dans les fiches générées par Trackdéchets, la majorité des déchets reçus sur l'installation de stockage dédiée aux déchets contenant de l'amiante proviennent de la région des Pays de la Loire et des régions limitrophes. Toutefois, 243 tonnes sont indiquées comme venant d'autres régions sans autre précision. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer l'origine géographique précise de ces déchets.</p> <p>De plus, dans une liste fournie dans les fiches Trackdéchets sur les collectes chez les particuliers, dans plusieurs bordereaux, l'émetteur du bordereau intitulé « Clair de Lune » est indiqué comme étant implanté à Cannes (06) sans que l'adresse précise du chantier ne soit indiquée.</p> <p>Après vérification, le bordereau BSDA-20230425-FHA1CFV11 a été remis par l'exploitant. Les informations indiquées dans ce BSDA sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - producteur ou détenteur du déchet : Clair de Lune à Cannes (06) - nom du chantier / collecte : Le Clair de Lune à Saint Etienne de Montluc en Loire-Atlantique. <p>Par conséquent, les déchets concernés proviennent bien de la zone de chalandise autorisée à l'article III.1.2 de l'arrêté préfectoral du 6 juin 2014.</p> <p>L'exploitant doit transmettre un bilan de l'origine géographique des déchets contenant de l'amiante reçus sur le site sur l'année 2023.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43
Thème(s) : Actions nationales 2023, Utilisation du registre des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS)
<p>Prescription contrôlée : II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée « registre national des déchets », dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; [...] 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; [...]. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de</p>

l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense. La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.

Constats :

L'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé la transmission des données relatives au registre chronologique des déchets dans le registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS) – cf. éléments précisés dans le constat 5 ci-après.

Toutefois, les déchets contenant de l'amiante étant des déchets dangereux et l'exploitant utilisant Trackdéchets, le point III de l'article R.541-43 du code de l'environnement indique que « La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 **vaut transmission** des informations au registre national des déchets ».

Par contre, les particuliers qui apportent directement leurs déchets contenant de l'amiante sur le site ne sont pas soumis à l'obligation d'émission d'un BSDA (cf. les exemptions listées à l'article R.541-45 du code de l'environnement) et leurs apports ne sont donc pas intégrés dans Trackdéchets.

L'exploitant de l'installation de stockage n'est pas exempté de l'intégration des données concernant les apports réalisés par des particuliers dans le RNDTS. Par conséquent, **l'exploitant doit compléter les données transmises via Trackdéchets dans le RNDTS par celles concernant les apports des particuliers et préciser à l'inspection des installations classées les mesures prises pour cette mise en conformité.**

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43-1

Thème(s) : Actions nationales 2023, Utilisation du registre des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS)

Prescription contrôlée :

« II. Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée « registre national des terres excavées et sédiments », dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.

Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.

Constats :

L'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé la transmission des données relatives au registre

<p>chronologique des déchets dans le registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS). Le logiciel développé en interne, utilisé au niveau du pont bascule du site permettant d'élaborer le registre chronologique, n'est pas encore compatible pour une transmission directe des données au RNDTS. Le groupe Charier travaille sur le sujet (commun aux différents sites du groupe) avec pour objectif une mise en conformité pour la fin de l'année.</p> <p>L'exploitant doit informer l'inspection des installations classées des mesures prises pour réaliser la transmission des données au RNDTS pour les terres excavées éliminées dans l'ISDI.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 6 : Autosurveillance des eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 43-II
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux – suivi des fibres d'amiante
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure de fibres d'amiante dans les bassins de stockage des eaux de ruissellement est réalisée tous les ans, afin de vérifier l'absence de dispersion de fibres d'amiante sur l'installation. En cas de détection de fibres d'amiante, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à six mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux de ruissellement de l'ISDI et du casier amiante sont recueillies en mélange dans un premier bassin de décantation dont le trop plein est déversé dans le bassin de lagunage L2. Les eaux sont ensuite rejetées au milieu naturel via un fossé exutoire.</p> <p>Une mesure de fibres d'amiante est réalisée annuellement dans ce bassin L2. Aucune fibre d'amiante n'a été mesurée dans ces eaux en 2020, 2021 et 2022 (cf rapport de Géoscop de janvier 2023 intitulé « Suivi environnemental - Année 2022 – n°23_12.001_QGO)</p> <p>D'après les informations données par l'exploitant lors de la visite, selon l'analyse faite le 9 mars 2023 (rapport non remis), aucune fibre d'amiante n'a été détectée en 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Autosurveillance des eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux - programme de surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets. Ce programme est détaillé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Il comprend au minimum le contrôle des lixiviats, des rejets gazeux et des eaux de ruissellement, selon les modalités définies en annexe II.</p>
<p>Constats :</p> <p>D'après le rapport de Géoscop de janvier 2023 intitulé « Suivi environnemental - .Année 2022 (rapport n°23_12.001_QGO), des analyses sont réalisées trimestriellement sur les paramètres listés à l'article X.2.4 de l'arrêté préfectoral du 6 juin 2014. Une analyse plus complète est réalisée annuellement. Toutefois, ces analyses ne portent pas sur l'ensemble des paramètres définis à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié applicable au site pour le casier amiante ; à part l'arsenic, aucune autre substance dangereuse entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau n'est analysée.</p> <p>A noter qu'en septembre 2022, l'analyse trimestrielle n'a pas pu être réalisée, le bassin de lagunage étant vide.</p> <p>Aucun dépassement des valeurs limites imposées dans l'arrêté préfectoral (article VI.4.3) ou de celles de l'arrêté ministériel de 2016 n'est constaté.</p>

L'exploitant doit se mettre en conformité, dès la prochaine analyse trimestrielle, avec l'article 23 et l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 8 : Campagne PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux – analyses des substances PFAS
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées.</p> <p>Constats : Le sujet concernant la réalisation de ces analyses a été initié, une demande a été faite auprès de GEOSCOP par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer qu'au moment de la réalisation de la première campagne, le laboratoire retenu est bien accrédité pour faire les prélèvements et les analyses sur les 20 PFAS de la liste du point 2° de l'article 3 de l'AM du 20/06/2023 (cf. site du COFRAC). Si ce n'est pas le cas, les analyses réalisées ne sont pas valides. Pour les autres PFAS, cette accréditation n'est pas obligatoire(pour la mesure).</p> <p>Il est rappelé que la première étape est l'établissement de la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par l'installation ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. La liste des substances PFAS retenues doit être justifiée.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Autosurveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, eaux souterraines – paramètres à suivre
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant réalise, en période de basses eaux et de hautes eaux, a minima tous les six mois, une analyse des eaux souterraines sur les paramètres définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - physico-chimiques suivants : pH, potentiel d'oxydoréduction, résistivité, conductivité, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), NO₂⁻, NO₃⁻, NH₄⁺, SO₄²⁻, NTK, Cl⁻, PO₄³⁻, K⁺, Ca²⁺, Mg²⁺, DCO, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX ; - paramètres biologiques : DBO₅ ; - paramètres bactériologiques : Escherichia coli, bactéries coliformes, entérocoques, salmonelles ; - autres paramètres : hauteur d'eau. <p>Tous les cinq ans, l'exploitant réalise une analyse de la radioactivité par spectrométrie gamma afin de contrôler le bruit de fond radiologique des radionucléides présents dans les eaux souterraines.</p> <p>Constats : L'analyse de référence sur les eaux souterraines a été faite par GEOSCOP (rapport de janvier 2023 – suivi environnemental Année 2022). Cette analyse de référence réalisée en mars 2022, porte bien sur l'ensemble des paramètres de l'article 24 de l'AM du 15/02/2016 modifié. A noter que l'ensemble de ces paramètres doit être analysé semestriellement et non pas uniquement pour la réalisation de l'analyse de référence prévue tous les 4 ans dans l'arrêté préfectoral du 6 juin 2014.</p> <p>Le suivi des paramètres prévus dans l'arrêté préfectoral du 06/06/2014 est assuré semestriellement mais ne porte pas sur la totalité des paramètres de l'article 24 de l'AM de 2016.</p> <p>L'exploitant doit se mettre en conformité, dès la prochaine analyse semestrielle, avec l'article 24</p>

de l'arrêté ministériel du 15 février 2016. Les résultats correspondants devront être transmis dans GIDAF.

Cette surveillance fait apparaître des teneurs élevées en fer et manganèse, des teneurs importantes en sulfates et dans une moindre mesure en nickel dans les piézomètres situés en aval sur le site (PZ2 et PZ3) ainsi que des traces d'arsenic et du zinc. Selon l'exploitant, les teneurs en sulfates seraient liées à la présence d'un ancien casier plâtre présent sous le casier amiante actuel et les teneurs en métaux seraient liées au fond géochimique du site (cf éléments apportés par l'exploitant dans le courrier du 2 mars 2023 en réponse à la visite d'inspection du 8 juin 2022).

Une contamination bactérienne en PZ2 est également constatée sans qu'aucune explication ne puisse être apportée par l'exploitant.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 10 : Autosurveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2014, article X.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines – comptage des fibres d'amiante

Prescription contrôlée :

Le programme de mesure comprend au minimum le suivi des paramètres suivants : [...] Comptage des fibres d'amiante, périodicité de la mesure : semestrielle dont 1 en période de basses eaux et 1 en période de hautes eaux.

Constats :

Dans l'analyse semestrielle de référence faite en mars 2022 (cf. rapport GEOSCOP de janvier 2023), aucune fibre d'amiante n'a été détectée. Il en est de même pour 2023 selon l'exploitant (analyses non encore transmises).

Type de suites proposées : Sans suite